



LUNDI 16 NOVEMBRE

Les séances du lundi étant actuellement suspendues, les académiciens poursuivent à distance leurs travaux sur « Le Pouvoir », sous la présidence de Pierre Delvolvé. Ceux-ci sont résumés dans la Lettre d'information et publiés sur le site de l'Académie.

La conquête électorale. 10 mai 1981 / 7 mai 2017


Alain Duhamel, membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Alain Duhamel retrace la conquête électorale de deux figures présidentielles qui ont marqué l'histoire de la V^e République plus que les autres parce qu'elles ont symbolisé et provoqué des ruptures profondes dans les équilibres politiques en place. Le 10 mai 1981, l'élection de François Mitterrand marque la première arrivée de la gauche au pouvoir depuis 1958, la première véritable alternance en 23 ans, une césure historique. L'élection d'Emmanuel Macron, le 7 mai 2017, a balayé toutes les règles, les traditions, les rites politiques habituels. Dans l'un et l'autre cas, on a assisté à deux fractures électorales majeures ; toutefois, il s'agit de deux phénomènes politiques foncièrement différents, deux élections-clés aux antipodes l'une de l'autre.


L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République marque, paradoxalement, l'aboutissement de la V^e République : la victoire du plus violent procureur des institutions gaulliennes achève d'installer celles-ci, le leader socialiste se glissant avec un naturel parfait dans les habits de monarque républicain qu'il décriait et la gauche légitimant ces institutions en s'y intégrant. Inversement, l'accession d'Emmanuel Macron au Palais de l'Élysée signe une déconstruction des équilibres politiques classiques. Par ailleurs, si la victoire de François Mitterrand est l'épilogue d'une longue et lente marche vers le pouvoir, entamée depuis le référendum de 1962, l'élection d'Emmanuel Macron ressemble à un improbable surgissement, l'invention subite d'une ambition et d'une méthode. Enfin, le succès de François Mitterrand est une sorte d'apogée de la politique (14% d'abstentions le 10 mai 1981), celui d'Emmanuel Macron entérine une crise de la politique (25,4% d'absentions le 7 mai 2017). L'élection du premier président socialiste au suffrage universel direct incarne la quintessence du classicisme électoral, celle d'Emmanuel Macron relève du baroque politique.


La victoire de François Mitterrand récompense une stratégie électorale, lucide, persévérante et cynique qui a conduit le républicain de progrès des années 50 à se métamorphoser en leader socialiste, l'anti-communiste profond à s'allier avec le PC, l'homme pressé à patienter. La victoire du 10 mai 1981 s'explique par différents facteurs. Valéry Giscard d'Estaing a pâti de la malédiction de l'Élysée qui frappe tout président sortant depuis 1981. Sa défaite politique s'explique aussi par le poids des circonstances économiques, la fin des Trente Glorieuses et les deux violentes crises pétrolières (1973 et 1979) qui l'ont amené, avec l'aide de Raymond Barre, à mettre en place une politique d'austérité, appropriée économiquement mais impopulaire politiquement. L'évolution sociologique de la France l'a également handicapé : la population rurale diminuait, le catholicisme s'affaiblissait, les professions indépendantes reculaient ; et le président sortant avait en outre abaissé l'âge du vote à 18 ans. Des facteurs spécifiquement politiques ont aussi lourdement pesé : Mitterrand a bénéficié dès le premier tour du report d'un million de voix communistes vers un vote utile, ainsi que d'une part significative de l'électorat gaulliste au second tour. À cette époque, la division affaiblit la droite et renforce la gauche. Chaque attaque de Chirac affaiblit Giscard, chaque attaque de Georges Marchais renforce Mitterrand. Le parcours électoral de ce dernier est patient, opiniâtre, professionnel. Suffisant pour faire élire un socialiste, insuffisant pour faire réussir le socialisme. C'est l'apogée du classicisme politique.

Avec l'élection du 7 mai 2017, c'est au contraire l'intrusion du baroque dans le processus électoral présidentiel, la fin d'une période balisée, l'aventure d'une exploration politique inédite, l'alliance chez le vainqueur de l'audace et de la chance. Si François Mitterrand a intégré et exploité le système politique de la V^e République, Emmanuel Macron l'a défié et l'a fait exploser. Comment un homme qui n'est entré en politique qu'en août 2014, sans mandat électoral, sans parti, sans allié, sans notoriété avant 2015 a-t-il pu s'imposer et parvenir à la plus haute fonction de l'État ? Cela tient d'abord à d'incroyables circonstances : la droite, faute du bon candidat, va perdre une élection qui était imperdable. La gauche n'a jamais été en situation de gagner : François Hollande, devenu le plus impopulaire des présidents de la V^e République, ne se représentera même pas, la gauche réformatrice ne pèsera jamais dans la campagne et c'est Jean-Luc Mélenchon qui aspire l'essentiel des suffrages de gauche, devenant à l'issue du premier tour, avec 19,58% des suffrages, le plus mauvais perdant de la V^e République. Emmanuel Macron fut quant à lui transgressif, d'une audace folle, servie par une intuition qui lui fait pressentir que le décor politique traditionnel peut s'effondrer, que la crise politique est si profonde que l'antique frontière droite/gauche peut-être enjambée. On pourrait dire qu'il a fait preuve de clairvoyance, de dissimulation et d'une chance insolente.

Sa victoire est aussi hétérodoxe que sa trajectoire. Elle n'a été possible que parce que les structures initiales de la V^e République (le gaullisme, le communisme, le catholicisme) s'étaient silencieusement effondrées. Elle a été facilitée par la crise aiguë de la social-démocratie et par l'effondrement accidentel de la candidature Fillon, s'est appuyée sur une campagne habile et sur le mélange de jeunesse et de nouveauté du candidat. Sa victoire est une prouesse dont il ne faut pas cacher la fragilité : le vote pour Emmanuel Macron est un vote de rejet (de Marine Le Pen) plus que de projet. Par ailleurs, il recouvre un clivage socio-culturel très fort : désormais, le clivage décisif est corrélé au niveau d'études et de qualification. Si ces deux élections provoquent une rupture politique forte, si le poids des personnalités des candidats y a été décisif dans les deux cas, François Mitterrand et Emmanuel Macron ont conquis le pouvoir présidentiel par des chemins électoraux bien différents. 


DANS LA PRESSE ET SUR LES ONDES

Jeudi 5 novembre, **Jean-Claude Trichet** a donné une interview à Guillaume Paul pour *BFM Business* : « **La BCE au chevet des Européens** » . Les sujets abordés étaient l'impact des élections américaines sur la situation économique et financière et une réflexion sur la politique monétaire de la Banque centrale européenne.


Dans le Hors-Série du **Point** consacré au général de Gaulle, l'article de **Jean-Claude Casanova**, « **De Gaulle a inventé la rigueur** » , paru le 28 mai, analyse les axes forts de sa présidence. Découvrant en 1958 l'état catastrophique de la France, le président pragmatique instaure « *une politique de déflation compétitive qui allie rigueur budgétaire et recherche de la compétitivité* ». Celle-ci sera suivie par Pompidou, Giscard, Barre, même Mitterrand à partir de 1983, et reprise par Chirac et Balladur en 1986. De Gaulle avait bien perçu que « la rigueur exige un pouvoir exécutif fort et stable ». Et l'académicien de conclure : « *entre 1981 et 2017, en matière économique, la « rigueur présidentielle » [l'a-t-elle] toujours emporté sur la « facilité présidentielle » ?* »





Les mercredi 11 et jeudi 12 novembre, **Marianne Bastid-Bruguère** était invitée à participer à la visioconférence *Chinese and European Resources for a Global Ethics*, organisée par Torbjörn Loden de l'Académie royale de Suède à l'Institute for Security and Development Policy de Stockholm, dans le cadre du nouveau programme du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH), *International Academy on Chinese Cultures and Global Humanities*, avec le soutien de l'Union académique internationale et de la Fondation Chiang Ching-kuo de Taiwan. Elle a prononcé une communication sur « ***Liberty and responsibility*** », qui soulignait les particularités de la conception du sujet dans la pensée chinoise depuis l'antiquité, et elle a présidé une séance.

Dimanche 15 novembre, **Haïm Korsia** était l'invité de l'émission « À l'origine Berechit : Réinventer les aurores, avec Haïm Korsia » sur France 2 (replay à venir).

Le Point, le 15 novembre, salue, dans « **Jean Starobinski au chevet de la médecine** » , la publication d'écrits inédits de **Jean Starobinski**, rappelant que le grand essayiste était aussi un médecin, passionné par l'histoire des sciences (*Le corps et ses raisons*, Seuil, 544 p., préface de Martin Rueff).

DEPUIS LES FESTIVALS EN LIGNE

Jeudi 12 novembre, à 17h15, **Jean Tirole** intervenait en direct lors de la séquence inaugurale de *Futurapolis Planète* à Toulouse, « Des idées dans un monde sans boussole ». Son intervention, « ***La décennie des choix*** », est à réécouter intégralement sur la page Facebook du *Point* ( 38'48). En dialogue avec ses interlocuteurs, il y observe les impacts de la pandémie sur la société - des inégalités supplémentaires qui se creusent dans l'éducation, auprès des jeunes selon leur statut socio-professionnel avec l'augmentation du chômage - et se dit frappé par le manque de préparation, un sujet important d'autant que d'autres pandémies reviendront dans les années à venir. En matière de solutions financières pour sortir de la crise, il n'y a pas d' « argent magique » mais quatre scénarios à envisager : 1) un remboursement progressif de la dette par des excédents primaires comme les Grecs l'ont fait mais avec une politique d'austérité douloureuse, 2) la répudiation ou « restructuration » de la dette, qui fait perdre de l'argent aux Français (puisqu'ils en sont en grande partie détenteurs) et risque de créer une perte de confiance dans la France des marchés internationaux, 3) la monétisation de la dette par l'inflation, 4) la mutualisation des dettes, qui a un gros avantage pour les économies faibles comme l'Italie mais qui peut aussi transformer une crise locale au niveau de l'Europe. Les entreprises ne pourront pas toutes rembourser leur prêt et il faudra sélectionner celles qui sont viables et qui ont un avenir par rapport à celles que l'on peut qualifier d' « entreprises zombies ». Réalisant notre fragilité face au virus, au réchauffement climatique, à la formation et à la révolution de l'intelligence artificielle, il faudrait réorienter les politiques économiques à long terme : les gouvernements réagiront face aux citoyens, qui doivent être informés et ont un rôle à jouer, à travers des observatoires du long terme indépendants des pouvoirs en place et des lobbies. Face au retard pris par la France et par l'Europe, Jean Tirole formule quelques propositions qui pourraient être pertinentes pour notre pays, puis pour Toulouse et la région Occitanie en particulier lors de cette décennie charnière.

Mireille Delmas-Marty était l'invitée d'honneur de l'édition 2020 de *Citéphilo*, un festival des idées qui depuis 38 ans se déploie à Lille et dans les Hauts-de-France autour d'un thème (cette année « Transmettre ») et d'un invité d'honneur (pays ou personnalité). En dépit des conditions sanitaires, le festival a maintenu une grande partie de ses activités en les transposant sous un format numérique et Mireille Delmas-Marty a participé, au côté d'autres intervenants, juriste (Marion Lemoine), philosophes (Barbara Cassin, Guillaume Le Blanc), anthropologue (Sophie Houdart) et politologue (Catherine Wihtol de Wenden) à quatre rendez-vous du vendredi 13 au dimanche 15 novembre : « Un parcours de juriste vers la philosophie », « ***Les droits de l'homme en question : le relatif et l'universel*** » , « Les libertés publiques face aux nouveaux périls », et « ***Migrations et hospitalité dans un monde violent*** » . Programme sur le site de l'Académie  et le site de *Citéphilo* .

À SAVOIR

Samedi 7 novembre, **Jean-Claude Trichet** a prononcé le discours d'ouverture de la réunion annuelle de la Commission Trilatérale pour l'Europe, qu'il préside. Sont intervenus, en particulier, dans cette réunion entièrement virtuelle : Angela Merkel, **Mario Monti** (ancien Président du Conseil italien, membre associé étranger de l'Académie), Thierry Breton, Sylvie Goulard ainsi que Sigmar Gabriel (ancien vice chancelier allemand), Toomas Ilves (ancien Président de l'Estonie) et Carl Bildt et Enrico Letta (anciens Premiers ministres suédois et italien). Le thème en était : « Le monde après le COVID-19 ».